

L'ÉNERGIE—A) LE FINANCEMENT DE LA PROSPECTION PÉTROLIÈRE AU SÉNÉGAL. B) LA VENTE DE MATÉRIEL LOURD AUX ENCHÈRES

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Monsieur l'Orateur, puis-je d'abord vous féliciter de votre nomination à ce poste très élevé. Je sais que vous serviez la Chambre et le Canada avec compétence et distinction.

Les politiques du gouvernement fédéral ont eu un effet catastrophique sur la prospection et le secteur de l'entretien dans l'industrie pétrolière au Canada. Le programme énergétique national et les politiques économiques du gouvernement ont acculé les entreprises de prospection et d'entretien à la ruine financière et à la faillite. A tous ceux qui ont consacré leur vie à édifier ces entreprises, il ne reste plus que les souvenirs amers de leur dur labeur, de leurs sacrifices et du dévouement dont ils ont fait preuve en tentant d'assurer le succès de leur entreprise. La faillite de si nombreuses sociétés dans ce secteur suscite certes beaucoup de colère et d'amertume à l'endroit du gouvernement actuel, le plus destructeur et le plus trompeur de tous ceux qui ont servi les Canadiens.

Je pourrais en fournir maints exemples ce soir, mais je préfère me reporter au sujet des questions que j'ai posées le 9 juillet et qui figurent aux pages 19175 et 19176 du *hansard*. Il s'agit de la vente aux enchères des sociétés Midway Oilfield Services et Weldex Machine, deux sociétés de Lloydminster, en Alberta, qui faisaient d'excellentes affaires. Elles étaient solidement établies et très bien gérées. Elles poursuivaient leurs activités depuis des années et réussissaient très bien en 1979 et en 1980, avant que le gouvernement n'applique son Programme énergétique national. Elles fonctionnaient à pleine capacité et fournissaient du travail à 150 employés. Vers février 1982, par suite du Programme énergétique national et à cause de la conjoncture économique, ces deux sociétés, aux prises avec de très graves difficultés, ont été mises sous séquestre. Le gouvernement a refusé d'apporter des modifications fondamentales à son Programme énergétique national et je pense que la plupart des Canadiens conviendront que c'est l'une des principales causes de la récession actuelle.

En juillet 1982, ces deux sociétés ont dû liquider leur entreprise en tenant une vente aux enchères. Les 6 et 7 juillet derniers, à Lloydminster, en Alberta, il y a eu une grande vente aux enchères de tous les biens de ces deux sociétés. Je signale en passant que ces biens valaient de 3.5 à 4 millions de dollars. Ils ont été vendus à une vente aux enchères publique ou aucun prix minimum n'était fixé pour quelque chose comme 30 ou 50 p. 100 de leur valeur.

• (2220)

Qui a acheté ce matériel? En bonne partie, ce sont des Américains qui ont acheté le matériel excédentaire. Ce matériel a dû être vendu parce que le propriétaire a fait faillite. Les Américains viennent ici avec leurs dollars en prime, achètent ce matériel, le rapportent aux États-Unis et s'en servent. A cause de cela, 150 emplois ont été perdus.

Je pourrais parler d'une autre société de Lloydminster, Universal Industries, qui fabriquait des pompes, des réservoirs et autres pièces utilisées par l'industrie de services du secteur pétrolier. En 1981, cette société avait environ 250 employés. Elle n'en a maintenant que 200, elle a été mise en tutelle et elle

L'ajournement

aura de la chance si elle survit. Si elle réussit à s'en tirer, elle n'aura probablement plus qu'une centaine d'employés.

Je pourrais continuer et donner une foule d'exemples. Il suffit d'avoir le *Journal* d'Edmonton et d'examiner les ventes par autorité de justice, les ventes aux enchères de séquestres, les ventes aux enchères des sociétés en faillite, les ventes aux enchères publiques illimitées, et je pourrais continuer longtemps, il y en a des pages et des pages.

Il y a deux ans, avant le Programme énergétique national l'industrie pétrolière canadienne était florissante. Il y avait quelque 500 équipes de derricks dans l'ouest du Canada; elles foraient, se dirigeaient vers d'autres champs pétrolifères ou étaient en train de s'installer. Aujourd'hui, il n'en reste même pas 100, et si nous examinons le dossier, nous constatons que nous avons perdu environ 20,000 emplois.

Je pose la question parce que, en dépit de tout cela, nous dépensons de l'argent pour trouver du pétrole à l'étranger. Par exemple, nous dépensons de l'argent pour trouver du pétrole à la Jamaïque, au Sénégal, en Tanzanie, au Bangladesh, au Pakistan et au Kenya pendant que nous détruisons notre propre industrie ici même au Canada.

Voyons cette grande organisation qui s'appelle Petro-Canada. Elle dispose de 250 millions de dollars pour faire de la prospection à l'étranger. J'ai demandé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) d'expliquer aux citoyens de ma circonscription, étant donné les entreprises qui font faillite en cette période de difficultés économiques, de récession et de restriction, comment il pouvait justifier le fait que nous dépensions autant d'argent pour trouver du pétrole et contribuer à l'autosuffisance de pays étrangers plutôt que du nôtre.

Je lui ai demandé, tout particulièrement, de justifier le fait que le Canada va dépenser 16.9 millions de dollars pour favoriser la prospection au Sénégal. Il n'y a pas que cela. Nous avons signé une entente avec la Jamaïque et nous allons en signer une de 25 millions de dollars avec la Tanzanie. Il y a un autre projet de 21 millions de dollars. Le Canada n'en retirera aucun bénéfice, et le pétrole appartiendra entièrement à ces pays étrangers.

La politique du gouvernement force des sociétés à fermer leurs portes et le gouvernement détruit l'industrie pétrolière pour se tailler une réputation dans le monde. Les habitants de ma région ne comprennent pas pourquoi cette double norme.

Je viens d'apprendre que le gouvernement va cautionner la compagnie de transport Maislin. C'est la première industrie de services à ma connaissance à être soutenue par le gouvernement. Il s'apprête aussi à subventionner Massey Ferguson, Chrysler, Dome Petroleum; il est prêt à sortir de l'ornière n'importe quelle société qui est au mieux avec lui. Il est prêt à fournir subventions et aide dans des régions desservies par des ministres alors qu'il détruit délibérément une industrie de l'Ouest qui a déjà été rentable. Il faut mettre un terme à ce genre de chose, monsieur l'Orateur. Il faut faire cesser ce favoritisme politique flagrant. Nous devons arrêter cette folie de la destruction. Je vous le dis, monsieur l'Orateur, la seule façon d'y mettre un terme, c'est de flanquer le gouvernement dehors et de remettre du bon sens et de l'ordre dans les affaires du pays.